

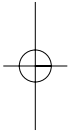
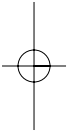
INTERNATIONAL TRIBUNAL FOR THE LAW OF THE SEA

REPORTS OF JUDGMENTS,
ADVISORY OPINIONS AND ORDERS

THE “JUNO TRADER” CASE
(Saint Vincent and the Grenadines v. Guinea-Bissau)
List of cases: No. 13

ORDER OF 19 NOVEMBER 2004

2004

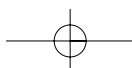


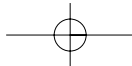
TRIBUNAL INTERNATIONAL DU DROIT DE LA MER

RECUEIL DES ARRÊTS,
AVIS CONSULTATIFS ET ORDONNANCES

AFFAIRE DU « JUNO TRADER »
(Saint-Vincent-et-les Grenadines c. Guinée-Bissau)
Rôle des affaires : No. 13

ORDONNANCE DU 19 NOVEMBRE 2004



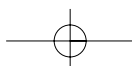
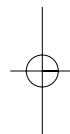
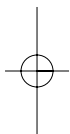


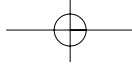
Official citation:

*“Juno Trader” (Saint Vincent and the Grenadines v. Guinea-Bissau),
Order of 19 November 2004, ITLOS Reports 2004, p. 4*

Mode officiel de citation :

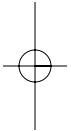
*« Juno Trader » (Saint-Vincent-et-les Grenadines c. Guinée-Bissau),
ordonnance du 19 novembre 2004, TIDM Recueil 2004, p. 4*



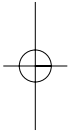


19 NOVEMBER 2004
ORDER

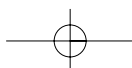
**THE “JUNO TRADER” CASE
(SAINT VINCENT AND THE GRENADINES v. GUINEA-BISSAU)**

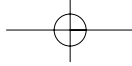


**AFFAIRE DU « JUNO TRADER »
(SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES c. GUINÉE-BISSAU)**



19 NOVEMBRE 2004
ORDONNANCE





4

TRIBUNAL INTERNATIONAL DU DROIT DE LA MER



ANNÉE 2004

Le 19 novembre 2004

Rôle des affaires :
No. 13

AFFAIRE DU « JUNO TRADER »

(SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES c. GUINÉE-BISSAU)

DEMANDE DE PROMPTE MAINLEVÉE

ORDONNANCE

Le Président du Tribunal international du droit de la mer,

Vu l'article 292 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (ci-après dénommée « la Convention »),

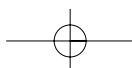
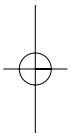
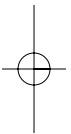
Vu l'article 112, paragraphe 3, du Règlement du Tribunal,

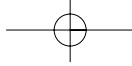
Vu la demande soumise, en vertu de l'article 292 de la Convention, au Tribunal au nom de Saint-Vincent-et-les Grenadines et déposée le 18 novembre 2004, concernant la prompte mainlevée de l'immobilisation du navire *Juno Trader* et la prompte libération de son équipage,

Rend l'ordonnance suivante :

Considérant que, conformément à l'article 292 de la Convention, le Tribunal examine promptement cette demande,

Considérant que, conformément à l'article 112, paragraphe 3, du Règlement du Tribunal, le Tribunal ou le Président, si le Tribunal ne siège pas, fixe la date





5 « JUNO TRADER » (ORDONNANCE DU 19 NOVEMBRE 2004)

d'une audience le plus tôt possible, dans un délai de 15 jours à compter du premier jour ouvrable qui suit la date de la réception de la demande,

LE PRÉSIDENT

Fixe aux 1^{er} et 2 décembre 2004 les dates de l'audience;

Réserve la suite de la procédure.

Fait en anglais et en français, les deux textes faisant également foi, dans la Ville libre et hanséatique de Hambourg, le dix-neuf novembre deux mille quatre, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives du Tribunal et les autres seront transmis au Gouvernement de Saint-Vincent-et-les Grenadines et au Gouvernement de la Guinée-Bissau, respectivement.

Le Président,
(*Signé*) L. Dolliver M. NELSON.

Le Greffier,
(*Signé*) Philippe GAUTIER.

